



Budget supplémentaire des dépenses (B) 2015-2016

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2016

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2016

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Ce document est disponible sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) à l'adresse suivante :
<http://www.tbs-sct.gc.ca>.

Internet : <http://publications.gc.ca>

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé pour désigner tant les hommes que les femmes.

Catalogue : BT31-2/2F-PDF

ISSN : 1702-5176

(Numéro international normalisé des publications en série)

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2015-2016

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2016

BUDGET DES DÉPENSES 2015-2016

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2015-2016

Introduction

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de quatre sections distinctes :

1. Introduction au budget supplémentaire des dépenses;
2. Tableaux sommaires;
3. Détails par organisation;
4. Annexe.

Objectif et renseignements généraux

Chaque année, le gouvernement prépare un budget des dépenses pour demander au Parlement l'autorisation de dépenser des fonds publics. Cette demande d'autorisation de dépenser est présentée officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses sont déposés à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor, et ils appuient l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires du gouvernement du Canada qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Il présente également de l'information à l'intention du Parlement sur les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits qui seront ultérieurement approuvés au moyen d'un projet de loi de crédits.

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement avant le projet de loi de crédits connexe qui, une fois approuvé, accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor en vue de l'exécution de ses programmes et de la prestation de ses services. Ainsi, les divers comités permanents du Parlement ont le temps d'examiner les dépenses proposées avant la présentation du projet de loi de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses fournit aussi des renseignements à jour, à titre indicatif seulement, sur les modifications aux prévisions de dépenses pour les postes législatifs. Ces dépenses étant déjà autorisées par une loi, elles ne figureront pas dans le projet de loi de crédits relatif au présent budget supplémentaire des dépenses, mais il est possible de les obtenir en ligne.

La pratique consiste à déposer un budget supplémentaire des dépenses pour chacune des trois périodes parlementaires d'octroi des crédits, lesquelles se terminent le 23 juin, le 10 décembre et le 26 mars, respectivement. Le présent Budget supplémentaire des dépenses (B) 2015-2016 est le deuxième budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice en cours.

Sommaire du budget des dépenses

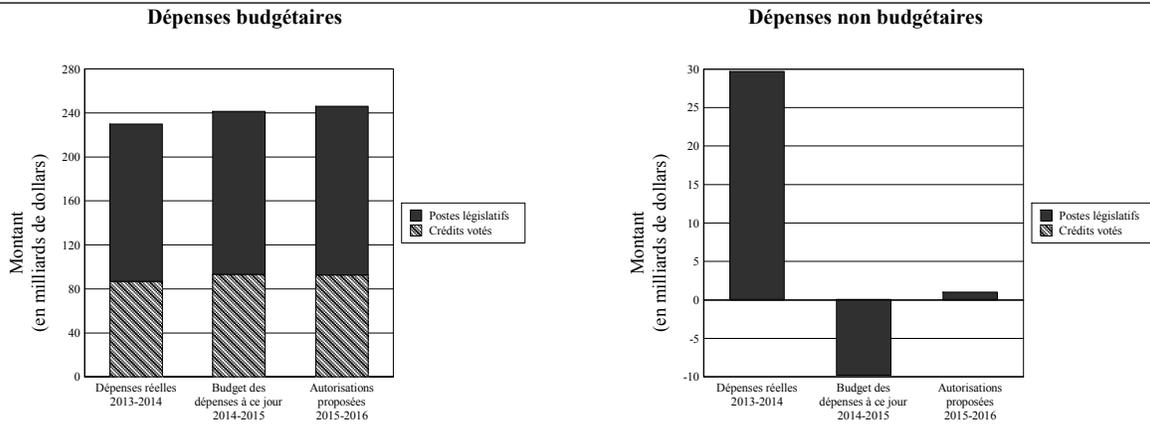
Budget des dépenses à ce jour pour 2015-2016

Le Budget principal des dépenses 2015-2016, déposé le 24 février 2015, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 88,2 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 71,1 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Il présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 153,4 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 933,4 millions de dollars en dépenses nettes non budgétaires. La *Loi de crédits n° 1 pour 2015-2016* a reçu la sanction royale le 31 mars 2015 et a fourni des crédits provisoires aux organisations tribulaires de crédits jusqu'à la fin juin 2015. La *Loi de crédits n° 2 pour 2015-2016* a reçu la sanction royale le 18 juin 2015 et a permis de fournir des crédits pour le reste des montants présentés dans le budget principal des dépenses.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2015-2016, déposé le 14 mai 2015, a fourni des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation d'engager des crédits budgétaires votés de 3,1 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 3,5 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. Ce document comprend aussi des renseignements sur l'augmentation de 19,8 millions de dollars des dépenses budgétaires législatives prévues. La *Loi de crédits n° 3 pour 2015-2016* a reçu la sanction royale le 18 juin 2015.

Compte tenu du moment de la dissolution et de la reprise prévue des travaux du Parlement, le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2015-2016 ne comporte que les postes qui nécessitent une autorisation distincte devant être obtenue par l'adoption de la loi de crédits avant mars 2016 et qui ne pouvaient être financés au moyen des crédits existants. Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2015-2016 fournit des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation d'engager des crédits budgétaires votés de 810,1 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 0,9 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. L'information sur l'augmentation de 2,7 millions de dollars des dépenses législatives prévues est accessible en ligne dans un document distinct.

Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles



	Budget des dépenses 2015-2016				
	Dépenses réelles 2013-2014	Budget des dépenses à ce jour 2014-2015	Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	86 881 410 076	93 350 224 915	91 712 365 991	810 104 813	92 522 470 804
Postes législatifs	142 943 019 074	148 103 181 994	153 453 538 844	2 705 939	153 456 244 783
Total des dépenses budgétaires	229 824 429 150	241 453 406 909	245 165 904 835	812 810 752	245 978 715 587
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	46 442 104	71 103 005	71 103 001	.....	71 103 001
Postes législatifs	29 660 159 947	(9 804 042 407)	933 446 071	.....	933 446 071
Total des dépenses non budgétaires	29 706 602 051	(9 732 939 402)	1 004 549 072	.....	1 004 549 072

Nota :

1. Les dépenses budgétaires incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État.
2. Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.
3. Les crédits votés sont ceux qui doivent être autorisés par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.
4. Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes et dont les prévisions sont présentées à titre indicatif.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

	Budget des dépenses 2015-2016				Total
	Budget principal	Budget supplémentaire			
		A	B	C	
	<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	88 184 096 852	3 135 266 064	810 104 813	.....	92 129 467 729
Postes législatifs	153 390 199 856	19 766 670	2 705 939	.....	153 412 672 465
Total des dépenses budgétaires	241 574 296 708	3 155 032 734	812 810 752	.....	245 542 140 194
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	71 103 001	.....	.....	.....	71 103 001
Postes législatifs	933 446 071	.....	.....	.....	933 446 071
Total des dépenses non budgétaires	1 004 549 072	.....	.....	.....	1 004 549 072

Principaux postes

La section qui suit présente, à l'appui de l'approbation par le Parlement, un aperçu des initiatives majeures, financées par des crédits votés, figurant dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Secrétariat du Conseil du Trésor : 519,6 millions de dollars

Fonds pour reconstituer le crédit pour éventualités du gouvernement

Le crédit du Conseil du Trésor pour éventualités assure au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues avant la prochaine période d'octroi des crédits. Il reste trop peu de temps d'ici la date de la rentrée parlementaire, le 3 décembre, pour effectuer l'examen d'un budget supplémentaire plus détaillé avant la fin de la période d'octroi des crédits du 10 décembre 2015. Afin de permettre au gouvernement de poursuivre ses activités, un montant de 519,6 millions de dollars provenant du crédit du Conseil du Trésor pour éventualités du gouvernement a été alloué pour répondre aux besoins des ministères et des organismes. Ce financement permettra de renflouer le crédit et de procurer une marge de manœuvre pour combler les besoins en dépenses du gouvernement fédéral avant la prochaine période d'octroi des crédits habituelle, en mars 2016.

Citoyenneté et Immigration : 277,9 millions de dollars

Fonds pour mettre en œuvre la réponse du gouvernement à la crise des réfugiés syriens

Afin d'accueillir 25 000 réfugiés syriens au Canada d'ici la fin de février 2016, le Ministère collaborera avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à l'identification de personnes se trouvant en Jordanie et au Liban, où il y a de longues listes de réfugiés enregistrés. Les réfugiés intéressés obtiendront ensuite un rendez-vous dans des bureaux de visas désignés établis à Amman et à Beyrouth. Chaque réfugié sera soumis à des mesures de contrôle sécuritaire et sanitaire à l'étranger, y compris la collecte et la vérification de données biométriques et biographiques. Les réfugiés sélectionnés seront transportés au Canada en grande partie par avion nolisé. Par la suite, les réfugiés syriens seront conduits dans diverses collectivités partout au Canada, où ils recevront immédiatement des services essentiels et du soutien à long terme dans le but de leur assurer une installation et une intégration réussies dans la société canadienne.

Principales variations nettes des crédits dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	Numéro de crédit et description	Montant (dollars)
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 5b – Éventualités du gouvernement	519 572 387
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1b – Dépenses de fonctionnement	177 970 047
Citoyenneté et Immigration	Crédit 5b – Subventions et contributions	99 939 154
Chambre des communes	Crédit 1b – Dépenses du Programme	9 511 972
Service de protection parlementaire	Crédit 3b – Dépenses du Programme	3 111 253

Modifications apportées à la structure gouvernementale indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses

La modification suivante est inscrite dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

La *Loi no 1 sur le plan d'action économique de 2015* a établi le Service de protection parlementaire, un nouveau bureau responsable de tous les aspects de la sécurité physique dans l'ensemble de la cité parlementaire et sur les terrains de la Colline du Parlement. Ce bureau relève du président du Sénat et du président de la Chambre des communes, lesquels sont chargés de définir l'orientation stratégique générale de ce nouveau service.

Le libellé (souligné) du crédit suivant a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2015-2016 :

Citoyenneté et Immigration

Crédit 5b

Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions y compris la fourniture de biens et de services

Budget des dépenses par organisation

Au total, 133 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2015-2016. De ces organisations, 4 ont identifié des besoins additionnels dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2013-2014	Budget des dépenses à ce jour 2014-2015	Budget des dépenses 2015-2016		
			Autorisations à ce jour <i>(dollars)</i>	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	559 065 861	676 185 743	705 220 347	.....	705 220 347
Administration du pipe-line du Nord	1 172 624	750 000	750 775	.....	750 775
Affaires étrangères, Commerce et Développement	5 065 277 810	5 817 604 810	5 641 135 954	.....	5 641 135 954
Affaires indiennes et du Nord canadien	8 039 491 675	8 640 026 870	8 624 787 455	.....	8 624 787 455
Agence canadienne d'évaluation environnementale	32 628 480	31 103 159	31 259 325	.....	31 259 325
Agence canadienne d'inspection des aliments	805 751 653	691 866 912	751 281 039	.....	751 281 039
Agence canadienne de développement économique du Nord	50 779 478	51 873 037	51 230 234	.....	51 230 234
Agence canadienne de développement international	692 465 904	.....	.....	.....	.....
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	269 305 817	255 111 243	262 977 555	.....	262 977 555
Agence de la santé publique du Canada	621 497 636	638 062 053	583 273 775	.....	583 273 775
Agence de promotion économique du Canada atlantique	314 158 108	299 885 801	301 837 668	.....	301 837 668
Agence des services frontaliers du Canada	1 850 111 502	1 747 310 264	1 867 305 849	.....	1 867 305 849
Agence du revenu du Canada	4 062 859 356	3 848 374 916	4 066 699 811	.....	4 066 699 811
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	234 280 405	206 764 115	216 553 590	.....	216 553 590
Agence Parcs Canada	690 941 356	671 387 496	1 157 656 624	.....	1 157 656 624
Agence spatiale canadienne	408 715 240	466 456 818	502 666 157	.....	502 666 157
Agriculture et Agroalimentaire	2 386 898 330	2 303 068 265	2 334 920 923	.....	2 334 920 923
Anciens Combattants	3 513 572 889	3 587 828 846	3 556 212 735	.....	3 556 212 735
Autorité du pont Windsor-Détroit	.....	8 064 384	461 094 912	.....	461 094 912
Bibliothèque du Parlement	42 330 541	42 170 007	42 739 595	.....	42 739 595
Bibliothèque et Archives du Canada	100 803 692	96 864 789	96 699 868	.....	96 699 868
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	33 303 194	29 382 391	30 519 197	.....	30 519 197
Bureau de l'enquêteur correctionnel	4 726 181	4 659 652	4 861 556	.....	4 861 556
Bureau de l'infrastructure du Canada	3 513 825 491	3 712 825 721	3 700 129 634	.....	3 700 129 634
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	31 422 283	29 757 730	30 987 940	.....	30 987 940
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	1 943 120	2 024 288	2 123 418	.....	2 123 418
Bureau du directeur des poursuites pénales	185 293 541	167 815 874	187 424 123	.....	187 424 123
Bureau du surintendant des institutions financières	17 037 449	142 763 529	147 934 112	.....	147 934 112
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	5 247 191	5 059 041	9 998 689	.....	9 998 689

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2015-2016				
	Dépenses réelles 2013-2014	Budget des dépenses à ce jour 2014-2015	Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	51 704 183	50 843 127	56 625 076	.....	56 625 076
Centre de la sécurité des télécommunications	443 673 045	839 840 739	559 361 727	.....	559 361 727
Centre de recherches pour le développement international	202 416 279	190 019 647	183 478 242	.....	183 478 242
Chambre des communes	414 611 038	447 487 761	459 430 041	9 586 862	469 016 903
Citoyenneté et Immigration	1 378 694 695	1 425 035 591	1 487 463 820	280 242 050	1 767 705 870
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	2 782 521	2 786 799	2 821 642	.....	2 821 642
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 605 928	1 671 419	1 595 777	.....	1 595 777
Comité externe d'examen des griefs militaires	5 981 005	6 730 577	7 050 843	.....	7 050 843
Commissaire à la magistrature fédérale	501 342 281	513 375 265	528 377 708	.....	528 377 708
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 543 041	5 426 234	5 694 166	.....	5 694 166
Commissariat au lobbying	4 463 523	4 432 300	4 637 658	.....	4 637 658
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	6 035 050	6 938 405	6 952 226	.....	6 952 226
Commissariat aux langues officielles	24 187 763	20 776 952	21 179 378	.....	21 179 378
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	43 424 217	35 455 313	36 398 325	.....	36 398 325
Commission canadienne de sûreté nucléaire	145 617 021	131 804 560	135 234 351	.....	135 234 351
Commission canadienne des affaires polaires	2 590 009	2 576 360	1 277 650	.....	1 277 650
Commission canadienne des droits de la personne	23 673 650	22 099 726	22 918 026	.....	22 918 026
Commission canadienne des grains	25 353 978	16 383 894	5 719 862	.....	5 719 862
Commission canadienne du lait	4 456 273	3 610 936	3 605 377	.....	3 605 377
Commission canadienne du tourisme	57 975 770	57 972 388	57 975 770	.....	57 975 770
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	8 789 834	10 010 382	10 464 179	.....	10 464 179
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	5 520 205	8 000 006	5 874 952	.....	5 874 952
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	121 920 320	120 015 607	117 606 934	.....	117 606 934
Commission de la capitale nationale	106 161 174	91 442 659	92 721 330	.....	92 721 330
Commission de la fonction publique	85 567 265	84 197 488	87 897 450	.....	87 897 450
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	6 861 396	6 444 363	6 410 343	.....	6 410 343
Commission des champs de bataille nationaux	10 154 844	14 151 109	13 573 868	.....	13 573 868
Commission des libérations conditionnelles du Canada	50 410 477	47 128 994	48 479 028	.....	48 479 028
Commission des relations de travail dans la fonction publique	12 705 948	13 745 412	.....	.....	.....
Commission du droit d'auteur	2 779 672	3 116 312	3 253 994	.....	3 253 994
Commission mixte internationale (section canadienne)	6 669 895	6 746 957	7 069 517	.....	7 069 517

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2015-2016			Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
	Dépenses réelles 2013-2014	Budget des dépenses à ce jour 2014-2015	Autorisations à ce jour (dollars)		
Conseil canadien des normes	8 081 241	11 829 000	9 829 000	.....	9 829 000
Conseil canadien des relations industrielles	13 257 206	13 363 956	.....	.....	.....
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	10 540 567	10 927 030	11 320 931	.....	11 320 931
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	10 379 861	12 068 646	14 913 837	.....	14 913 837
Conseil de recherches en sciences humaines	695 719 438	715 358 641	719 487 430	.....	719 487 430
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 066 679 030	1 087 078 427	1 089 036 114	.....	1 089 036 114
Conseil des Arts du Canada	181 974 388	182 219 917	182 097 387	.....	182 097 387
Conseil national de recherches du Canada	894 418 206	893 760 823	993 269 206	.....	993 269 206
Conseil privé	126 385 127	121 409 968	124 124 760	.....	124 124 760
Conseiller sénatorial en éthique	765 918	1 166 750	1 168 700	.....	1 168 700
Corporation commerciale canadienne	15 656 400	15 654 204	8 880 000	.....	8 880 000
Cour suprême du Canada	31 430 939	31 508 094	32 888 008	.....	32 888 008
Défense nationale	18 764 374 206	19 679 828 728	19 525 198 623	.....	19 525 198 623
Directeur général des élections	120 227 749	97 110 432	397 494 490	.....	397 494 490
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	188 328 291	163 276 978	161 760 362	.....	161 760 362
École de la fonction publique du Canada	84 761 581	86 289 735	72 875 776	.....	72 875 776
Emploi et Développement social	49 646 912 521	52 194 265 600	54 301 894 156	.....	54 301 894 156
Énergie atomique du Canada limitée	385 462 900	332 428 000	516 843 000	.....	516 843 000
Environnement	978 949 548	992 881 581	1 035 451 531	.....	1 035 451 531
Finances	85 578 872 179	87 023 013 907	89 651 129 977	.....	89 651 129 977
Gendarmerie royale du Canada	2 892 380 696	2 652 009 818	2 778 736 348	.....	2 778 736 348
Gouverneur général	20 306 504	19 987 719	22 757 994	.....	22 757 994
Greffé du Tribunal de la concurrence	1 155 423	2 345 306	.....	.....	.....
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	1 229 362	1 845 622	.....	.....	.....
Greffé du Tribunal des revendications particulières	2 141 436	2 897 525	.....	.....	.....
Industrie	1 115 475 464	1 151 077 986	1 311 481 346	.....	1 311 481 346
Instituts de recherche en santé du Canada	997 971 988	1 013 009 499	1 012 751 265	.....	1 012 751 265
Justice	737 040 864	682 154 685	702 713 677	.....	702 713 677
La Société des ponts fédéraux Limitée	13 190 982	21 040 000	35 281 996	.....	35 281 996
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	189 218 871	432 832 159	426 801 000	.....	426 801 000
Marine Atlantique S.C.C.	154 430 000	127 484 000	374 331 000	.....	374 331 000
Musée canadien de l'histoire	62 850 567	63 600 033	83 369 477	.....	83 369 477
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	18 450 000	9 900 000	7 700 000	.....	7 700 000
Musée canadien de la nature	26 770 876	26 127 096	26 129 112	.....	26 129 112
Musée canadien des droits de la personne	32 016 180	21 700 000	21 700 000	.....	21 700 000
Musée des beaux-arts du Canada	44 193 242	43 770 723	45 646 878	.....	45 646 878

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2015-2016				
	Dépenses réelles 2013-2014	Budget des dépenses à ce jour 2014-2015	Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Musée national des sciences et de la technologie	27 003 126	33 141 274	59 109 746	.....	59 109 746
Office des transports du Canada	28 976 938	27 650 622	28 928 984	.....	28 928 984
Office national de l'énergie	81 682 681	77 820 846	79 918 629	.....	79 918 629
Office national du film	66 866 065	59 912 241	63 006 237	.....	63 006 237
Patrimoine canadien	1 331 571 130	1 482 199 385	1 259 965 355	.....	1 259 965 355
Pêches et Océans	1 806 403 186	1 806 803 467	2 206 035 497	.....	2 206 035 497
PPP Canada Inc.	265 200 000	209 500 000	231 200 000	.....	231 200 000
Ressources naturelles	2 091 044 593	2 764 617 925	2 523 234 682	.....	2 523 234 682
Santé	3 828 179 497	3 717 804 149	3 821 342 300	.....	3 821 342 300
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 864 881	5 957 163	6 244 989	.....	6 244 989
Secrétariat du Conseil du Trésor	2 892 520 949	8 236 577 961	4 761 353 213	519 572 387	5 280 925 600
Sécurité publique et Protection civile	1 341 250 243	1 179 660 869	1 138 216 833	.....	1 138 216 833
Sénat	84 694 050	92 385 177	88 747 958	.....	88 747 958
Service administratif des tribunaux judiciaires	67 342 559	68 044 743	74 753 993	.....	74 753 993
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	.....	1	64 004 072	.....	64 004 072
Service canadien du renseignement de sécurité	516 305 729	520 727 831	577 838 275	.....	577 838 275
Service correctionnel du Canada	2 750 291 475	2 331 034 284	2 453 578 132	.....	2 453 578 132
Service de protection parlementaire	.....	.....	.....	3 409 453	3 409 453
Services partagés Canada	1 653 237 805	1 571 839 644	1 533 781 251	.....	1 533 781 251
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 084 849 627	2 097 353 000	2 025 629 000	.....	2 025 629 000
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société d'expansion du Cap-Breton	50 844 000	49 536 000	.....	.....	.....
Société du Centre national des Arts	34 647 720	34 969 188	54 897 056	.....	54 897 056
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	17 196 000	.....	.....	.....	.....
Société Radio-Canada	1 083 473 798	1 038 018 212	1 038 023 798	.....	1 038 023 798
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	.....	.....	9 339 963	.....	9 339 963
Statistique Canada	471 511 775	426 601 019	535 929 448	.....	535 929 448
Téléfilm Canada	99 975 111	95 363 072	95 453 551	.....	95 453 551
Transports	1 340 632 835	1 817 414 797	1 771 572 608	.....	1 771 572 608
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 847 124 134	2 840 928 437	3 141 628 383	.....	3 141 628 383
Tribunal canadien des droits de la personne	4 430 426	4 532 525	.....	.....	.....
Tribunal canadien du commerce extérieur	10 896 125	9 476 739	.....	.....	.....
Tribunal d'appel des transports du Canada	1 471 037	1 416 074	.....	.....	.....
Tribunal de la dotation de la fonction publique	4 768 690	5 481 116	.....	.....	.....
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	11 458 088	10 887 938	11 370 464	.....	11 370 464
Vérificateur général	84 265 019	77 741 830	81 817 917	.....	81 817 917
VIA Rail Canada Inc.	405 661 000	433 261 756	356 277 000	.....	356 277 000
Total budgétaire	229 824 429 150	241 453 406 909	245 165 904 835	812 810 752	245 978 715 587

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2015-2016				
	Dépenses réelles 2013-2014	Budget des dépenses à ce jour 2014-2015	Autorisations à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Non budgétaire					
Affaires étrangères, Commerce et Développement	53 377 672	50 082 307	45 146 541	.....	45 146 541
Affaires indiennes et du Nord canadien	40 943 752	70 303 000	70 303 000	.....	70 303 000
Agence canadienne de développement international	29 291 205	.....	.....	.....	.....
Anciens Combattants	208	.....	.....	.....	.....
Citoyenneté et Immigration	802 804	.....	.....	.....	.....
Commission canadienne du lait	(54 968 445)	.....	.....	.....	.....
Défense nationale	6 094 057	.....	.....	.....	.....
Emploi et Développement social	1 099 875 159	826 283 289	1 027 422 531	.....	1 027 422 531
Finances	70 481 709 512	200 000 002	.....	.....	.....
Industrie	.....	800 000	800 000	.....	800 000
Service correctionnel du Canada	405	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(41 950 460 603)	(10 880 408 000)	(139 123 000)	.....	(139 123 000)
Travaux publics et Services gouvernementaux	(63 675)	.....	.....	.....	.....
Total non budgétaire	29 706 602 051	(9 732 939 402)	1 004 549 072	.....	1 004 549 072

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (B) 2015-2016

Détails par organisation

Chambre des communes	1
Citoyenneté et Immigration	2
Secrétariat du Conseil du Trésor	3
Service de protection parlementaire	4

Chambre des communes

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses du Programme	304 087 376	.....	9 511 972	313 599 348
Total des crédits	304 087 376	.....	9 511 972	313 599 348
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>155 342 665</i>	<i>.....</i>	<i>74 890</i>	<i>155 417 555</i>
Total des dépenses budgétaires	459 430 041	.....	9 586 862	469 016 903

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.tbs-sct.gc.ca>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Report du budget de fonctionnement	Crédit 1b	8 319 395
Révisions des services de télécommunications sans fil	Crédit 1b	467 727
Fonds pour les augmentations salariales et un poste de dépenses non-salariales	Crédit 1b	385 700
Système de pétitions électroniques	Crédit 1b	339 150
Total des crédits à adopter		9 511 972
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>74 890</i>
Total des dépenses budgétaires		9 586 862

Citoyenneté et Immigration

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	589 324 240	.....	177 970 047	767 294 287
5b Subventions et contributions	993 529 386	.....	99 939 154	1 093 468 540
Total des crédits	1 582 853 626	.....	277 909 201	1 860 762 827
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>(95 389 806)</i>	.....	<i>2 332 849</i>	<i>(93 056 957)</i>
Total des dépenses budgétaires	1 487 463 820	.....	280 242 050	1 767 705 870

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.tbs-sct.gc.ca>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour mettre en œuvre la réponse du gouvernement à la crise des réfugiés syriens

Crédit 1b 177 970 047

Crédit 5b 99 939 154

Total

277 909 201

Total des crédits à adopter

277 909 201

Total des crédits législatifs

2 332 849

Total des dépenses budgétaires

280 242 050

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
		<i>(dollars)</i>	
Contributions			
Aide à la réinstallation	54 922 768	88 970 320	143 893 088
Programme d'établissement	588 597 002	10 968 834	599 565 836

Secrétariat du Conseil du Trésor

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du Programme	260 411 477	.....	.....	260 411 477
5b Éventualités du gouvernement	230 427 613	.....	519 572 387	750 000 000
10 Initiatives pangouvernementales	2 090 470	.....	.....	2 090 470
20 Assurances de la fonction publique	2 250 070 604	.....	.....	2 250 070 604
25 Report du budget de fonctionnement	451 599 384	.....	.....	451 599 384
30 Besoins en matière de rémunération	987 240 639	.....	.....	987 240 639
33 Report du budget des dépenses en capital	108 778 145	.....	.....	108 778 145
Total des crédits	4 290 618 332	.....	519 572 387	4 810 190 719
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>470 734 881</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>470 734 881</i>
Total des dépenses budgétaires	4 761 353 213	.....	519 572 387	5 280 925 600

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.tbs-sct.gc.ca>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour reconstituer le crédit pour éventualités du gouvernement

Crédit 5b

519 572 387

Total des crédits à adopter

519 572 387

Total des dépenses budgétaires

519 572 387

Service de protection parlementaire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
3b Dépenses du Programme	3 111 253	3 111 253
Total des crédits	3 111 253	3 111 253
<i>Total des postes législatifs</i>	298 200	298 200
Total des dépenses budgétaires	3 409 453	3 409 453

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.tbs-sct.gc.ca>.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires			
Crédits à adopter			
Renforcement de la sécurité		Crédit 3b	3 111 253
Total des crédits à adopter			3 111 253
<i>Total des crédits législatifs</i>			<i>298 200</i>
Total des dépenses budgétaires			3 409 453

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2015-2016

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	CHAMBRE DES COMMUNES		
1b	Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes		9 511 972
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
1b	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice pour la prestation de services liés à Expérience internationale Canada, et le versement à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	177 970 047	
5b	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions y compris la fourniture de biens et de services	99 939 154	
	SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		277 909 201
5b	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le Budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit		519 572 387
	SERVICE DE PROTECTION PARLEMENTAIRE		
3b	Service de protection parlementaire – Dépenses du Programme		3 111 253
			810 104 813